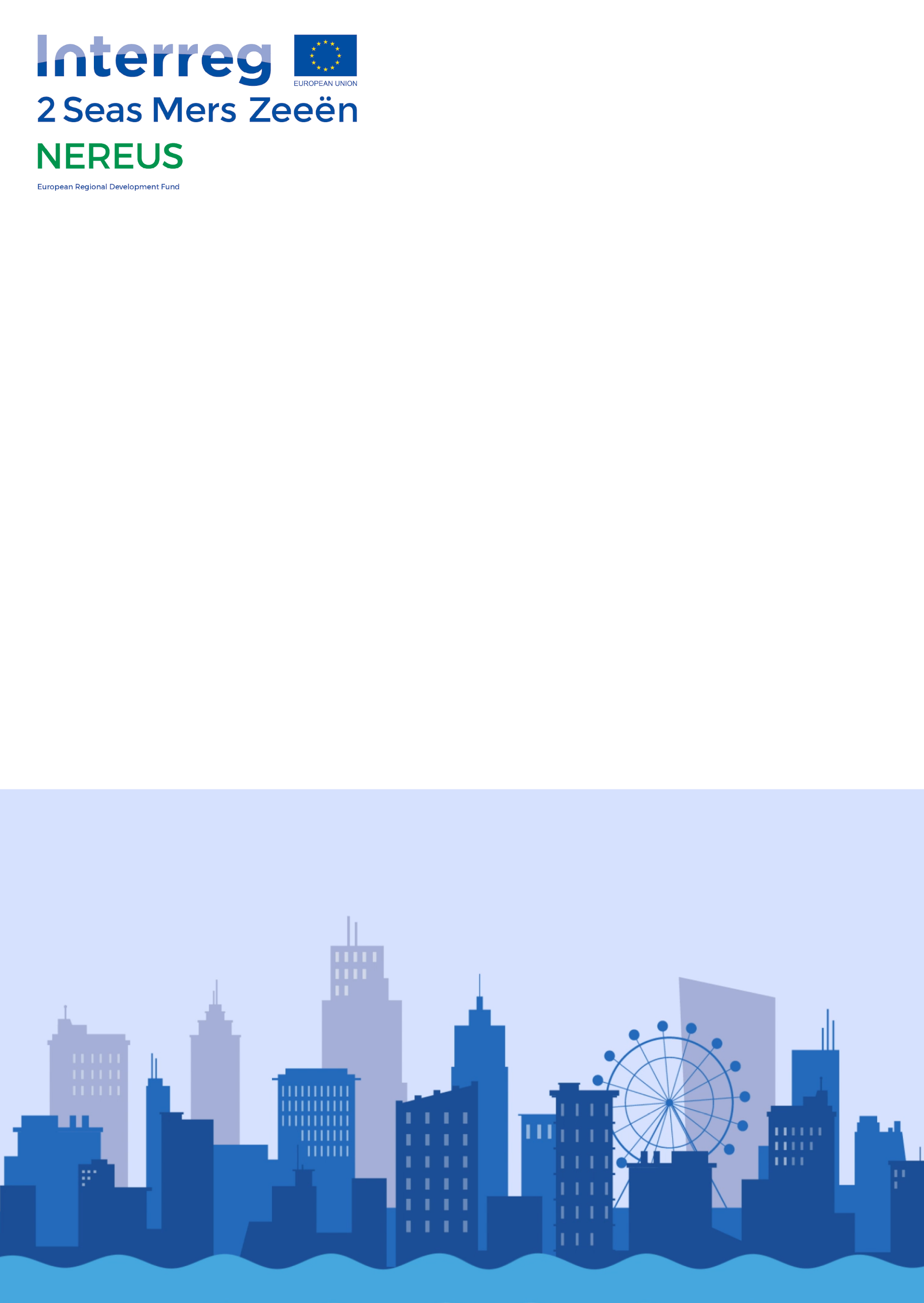


# MODÈLE DE CONTRAT DE SYMBIOSE INDUSTRIELLE

# RELATIVE À L’EFFLUENT

# Entreprise vs. entreprise



Contenu

[MODÈLE DE CONTRAT DE SYMBIOSE INDUSTRIELLE POUR EFFLUENT 1](#_Toc90380765)

[Article 1 - objet du contrat 2](#_Toc90380766)

[Article 2 - travaux à réaliser 2](#_Toc90380767)

[Article 3 - autres autorisations, permis, déclarations à obtenir… 3](#_Toc90380768)

[Article 4 - prix 4](#_Toc90380769)

[Article 5 - redevances 4](#_Toc90380770)

[Article 6 - fourniture et prélèvement 4](#_Toc90380771)

[Article 7 – statut OPTIONNEL du bien fourni 6](#_Toc90380772)

[Article 8 - obligations des deux parties 7](#_Toc90380773)

[Article 9 - durée et résiliation 7](#_Toc90380774)

[Article 10 - caducité et/ou force exécutoire 8](#_Toc90380775)

[Article 11 - droit applicable et tribunal compétent 8](#_Toc90380776)

# MODÈLE DE CONTRAT DE SYMBIOSE INDUSTRIELLE POUR EFFLUENT

**ENTREPRISE *vs.* ENTREPRISE**

ENTRE :

1. Partie X

Ci-après nommée : *« ………… »*

ET

2. Partie Y

Ci-après nommée : *« ………… »*

Ci-après nommées conjointement « les parties »,

\*

\* \*

EXPLICATION PRÉALABLE DE CE QUI SUIT :

La partie X est une entreprise qui *……….*

La partie Y est une entreprise qui *……….*

- À COMPLÉTER PAR LES PARTIES : comment l’effluent génère (i) un excédent et (ii) comment les parties au présent contrat peuvent coopérer ensemble ou signifier quelque chose l'une pour l'autre -

Les parties souhaitent coopérer afin de donner à l’effluent précité une seconde destination, afin qu'elle ne s'écoule pas en pure perte. Par leur coopération, les parties tentent au mieux de créer une économie circulaire ou du moins tentent d'y contribuer.

EST CONVENU CE QUI SUIT :

## Article 1 - objet du contrat

1.1

Le présent contrat établit les accords et les modalités d'exécution du présent contrat entre les parties.

1.2

Aux fins du présent contrat, le terme « coopération » désigne :

- expliquer le but du contrat et en quoi consiste la coopération (voir aussi ci-dessus) -

## Article 2 - travaux à réaliser

2.1

Dans le cas où la coopération visée à l'article 1.2 nécessitait l'aménagement et/ou la construction de nouvelles infrastructures, les parties conviennent de gérer les obligations mutuelles comme suit.

2.2

Les travaux suivants doivent être effectués (compléter ou biffer les mentions inutiles) :

1. Travaux d'infrastructure (à compléter vous-même)

*(cela peut inclure : la pose de tuyauteries, canalisations, canaux de mesurage, fermetures, excavations…)*

1. Travaux mécaniques (à compléter vous-même)

*(songez notamment à la mise en place de compteurs, au tirage de câbles, aux travaux de montage spécifiques aux installations…)*

1. Travaux électriques et contrôle de programmation (à compléter vous-même)

*(songez notamment aux tableaux, armoires, schémas électriques à tracer, programmation…)*

2.3

Si les travaux précités doivent être réalisés sur une ou plusieurs parcelles de la partie X, de la partie Y ou des deux parties, les parties conviennent que ces travaux doivent être effectués aux heures normales de bureau et chaque fois avec l'accord de la partie sur le terrain de laquelle les travaux ont lieu.

Le principe de base étant ici que ces travaux ne perturbent pas les activités normales de la partie X, de la partie Y ou des deux parties. Les travaux d'entretien seront annoncés bien à temps.

2.4

La partie X / la partie Y / les parties sera / seront responsable(s) de l'obtention des permis environnementaux requis qui seraient nécessaires pour les travaux et/ou l'exploitation susmentionnés. Cette obligation peut éventuellement être combinée avec ce qui est convenu à l'article 3.2

La partie X / la partie Y / les parties garantira / garantiront la sécurisation et l'entretien adéquats des biens et/ou de l'infrastructure susmentionnés.

2.5

Les parties déterminent que les biens et/ou infrastructures susmentionnés sont la copropriété / la propriété de la partie X / la propriété de la partie Y.

En supposant que les biens et/ou l'infrastructure susmentionnés appartiennent à une seule partie (dans le présent contrat partie X / partie Y), les parties conviennent que la partie X / partie Y accorde à la partie X / partie Y une servitude des canalisations sur son terrain, qui s'appliquera sans indemnité / avec une indemnité de ….. €.

Cette servitude cessera d'exister si le présent contrat de coopération prend fin. À ce sujet, veuillez vous reporter aux dispositions de l'article 9.

## Article 3 - autres autorisations, permis, déclarations à obtenir…

3.1

Si, en plus des éventuels permis environnementaux visés ci-dessus à l'article 2.4, d'autres autorisations, permis, déclarations, etc. sont indispensables, les parties détermineront de commun accord qui assume quelles obligations.

Si le présent contrat de coopération nécessitait la construction d'égouts, de tuyauteries, d'infrastructures… sous et/ou sur le domaine public, voire la propriété d'un tiers, les parties en conviennent également ci-dessous.

Les parties concluent ci-dessous des accords spécifiques concernant les permis, notifications, certificats, autorisations, déclarations (ex., déclaration de matières premières), etc. à obtenir.

3.2

Les parties ont déjà convenu ce qui suit :

La partie X se charge des aspects suivants :

La partie Y se charge des aspects suivants :

## Article 4 - prix

4.1

Les parties fixent le prix d'un commun accord à ….. €/m³, indexable cf. les factures d'eau.

4.2

Le prélèvement d’effluent est payé après présentation de factures mensuelles, établies par la partie Y, sur la base de la quantité d'eau fournie, selon le système de mesurage.

Les factures sont payables 15 jours / 30 jours / 45 jours après réception de la facture.

## Article 5 - redevances

5.1

Les éventuelles redevances restant à payer sur l’effluent, de quelque nature qu'elles soient, seront à la charge de la partie X, de la partie Y ou des deux conjointement (biffer la mention inutile).

**OU (choisir)**

Les redevances restant à payer sur l’effluent, de quelque nature qu'elles soient, seront imputées sur l'indemnité prévue à l'article 4.

## Article 6 - fourniture et prélèvement

6.1

La partie X est chargée de fournir l’effluent à la partie Y.

6.2

Par an / mois / semaine, la partie X fournit minimum ….. m³ d’effluent.

**OU (choisir)**

La partie X ne garantit pas une quantité minimale d’effluent fourni. Cependant, elle mettra tout en œuvre pour fournir autant que possible l'excédent d’effluent à la partie Y.

6.3

La partie Y prélève l’effluent fourni par la partie X.

6.4

Par an/mois/semaine, la partie Y prélève au moins ….. m³ d’effluent.

**OU (choisir)**

La partie Y ne prélèvera pas une quantité minimale d’effluent.

6.5

Les parties sont conscientes que dans certains cas la fourniture d’effluent se complique ou peut devenir impossible, même si une quantité minimale d'approvisionnement a été convenue aux articles 6.2 et/ou 6.4. Les parties songent à cet égard aux circonstances suivantes, susceptibles de se produire (biffer la mention inutile ou compléter) :

* en cas de travaux de nettoyage et/ou d'entretien structurels et/ou occasionnels ;
* si les installations sont en panne pour quelque raison que ce soit ;
* si, pour une raison quelconque, il n'y a pas ou pas assez d’effluent disponible (ex. pendant les périodes de sécheresse) ;
* si les activités normales de la partie X, pour quelque raison que ce soit, ne le permettent pas ;
* en cas de calamités ;
* si la fourniture d’effluent entraîne des taxes et/ou des redevances gouvernementales pour la partie X ou d'autres hausses des coûts, à moins que la partie Y n'indemnise complètement la partie X en la matière ;
* en cas d'amendements et/ou d'addenda à la loi et/ou aux réglementations qui affectent négativement la partie X dans la mise à disposition de l’effluent à la partie Y ;
* en cas de mesures gouvernementales entravant la partie X ; et/ou
* en cas de force majeure ou de circonstances imprévues ;
* périodes de congé ;
* …

6.6

Les parties peuvent convenir dans le présent contrat de prendre des dispositions spécifiques si les situations ci-dessus surviennent ou non. Songeons notamment au remboursement des investissements ou, par exemple, à une clé de répartition des frais engagés… (voir première étape ci-dessous)

Si …………………………………………………………………………………………………………………………………………… se produit, les parties conviennent de …………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….……………………………………………………………………………….………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

6.7

La fourniture et le prélèvement s'effectueront selon la procédure suivante :

- description de la procédure (technique) à respecter (ex., ouverture des vannes, mise en marche du compteur…), comment surveiller tout cela… -

6.8 (ENTIÈREMENT OPTIONNEL)

Le présent article ne s'applique que si une quantité minimale de fourniture et/ou de prélèvement a été convenue aux articles 6.2 et/ou 6.4.

En cas de défaillance du fournisseur (partie X), il devra à l'acheteur (partie Y) une indemnité correspondant au montant des biens de remplacement que l'acheteur a dû acheter en raison de cette fourniture défaillante.

Si l'acheteur (partie Y) reste en défaut, il devra au fournisseur (partie X) une indemnité correspondant au montant des redevances sur l’effluent qu'il n'a pas pu fournir faute de prélèvement.

## Article 7 – statut OPTIONNEL du bien fourni

7.1

Les parties conviennent que l’effluent fourni doit répondre à des exigences particulières pour être utile.

Ces exigences sont les suivantes (normes, prédisposition…) :

**OU (choisir)**

Les parties conviennent qu'aucune exigence minimale ne sera attachée à l’effluent fourni.

7.2

La partie X n'assumera aucune responsabilité et ne fournira aucune garantie et/ou déclaration concernant l'utilisation et l'adéquation de l’effluent fourni à un usage autre que celui convenu à l'article 1.2.

7.3

Si l’effluent fourni par la partie X ne répond pas aux exigences énoncées à l'article 7.1, aucune indemnité / une indemnité de …. € est due par la partie Y.

7.4

La partie Y est tenue de vérifier et de surveiller à tout moment si l’effluent de la partie X est conforme à la/aux norme(s) spécifiée(s) à l'article 7.1.

**OU (choisir)**

La partie X est tenue de vérifier et de contrôler à tout moment si l’effluent qu'elle fournit à la partie Y répond à la/aux norme(s) spécifiée(s) à l'article 7.1.

7.5

L'utilisation ou non de l’effluent est une décision qui relève de la seule responsabilité de la partie Y.

Si l’effluent fourni par la partie X ne répond pas aux exigences énoncées à l'article 7.1, la partie Y sera elle-même responsable si cet effluent est néanmoins utilisée dans le processus de production.

La partie X ne peut être tenue pour responsable de toute utilisation ou application par la partie Y de l’effluent non conforme à la finalité telle que décrite à l'article 1.2 du présent contrat. La partie Y préserve la partie X de tous les dommages et frais liés à toute utilisation et/ou application autre que l'utilisation indiquée à l'article 1.2.

## Article 8 - obligations des deux parties

8.1

Les parties sont chacune responsables pour leur part de l'exécution du contrat de coopération.

Ce n'est qu'en cas de faute intentionnelle et/ou de faute grave de l'une des parties que la partie défaillante est responsable de la totalité des dommages qui en résultent.

## Article 9 - durée et résiliation

9.1

Le présent contrat est conclu pour …….. an / durée indéterminée et prend effet après la fin / achèvement des travaux décrits à l'article 2.

Le contrat débutera en tout cas le …………………………………………..…………… .

9.2

Le présent contrat peut être résilié par chacune des parties par lettre recommandée moyennant un délai de préavis de 6 mois.

Toutefois, compte tenu des investissements liés au présent contrat, cette résiliation peut être donnée au plus tôt à compter du …………………………………………………………….. .

9.3

En cas de résiliation anticipée du contrat par l'une ou l'autre des parties, la partie Y / partie X enlèvera les structures et/ou infrastructures encore présentes sur la propriété de la partie X / partie Y endéans un délai de 2 mois.

9.4

-possibilité d'indemniser en cas de résiliation anticipée de la partie X ou Y- (à compléter vous-même)

## Article 10 - caducité et/ou force exécutoire

10.1

La caducité, l'inopposabilité ou la contradiction avec des dispositions de droit impératif ou d'ordre public d'une ou plusieurs des dispositions du présent contrat de coopération n'affecte pas la validité des autres dispositions de celui-ci.

10.2

Dans ce cas, les parties négocieront de bonne foi en vue de maintenir le même équilibre économique entre les droits et obligations des parties au présent contrat de coopération que si la disposition caduque avait été valide.

10.3

Ce contrat de coopération, y compris les droits, obligations et/ou relations juridiques, ne sera pas transféré (y compris l'effet du droit de propriété) et/ou cédé par une partie sans le consentement écrit préalable de l'autre partie.

10.4

Le présent contrat de coopération contient toutes les dispositions et stipulations applicables aux transactions visées dans le présent accord de coopération et remplace tous les autres accords et/ou contrats, susceptibles d'avoir été conclus oralement ou par écrit entre les parties avant la date de signature du présent contrat de coopération. Les modifications et/ou ajouts au présent contrat de coopération ne peuvent être convenus que par écrit par les personnes autorisées à représenter les parties.

## Article 11 - droit applicable et tribunal compétent

11.1

Le présent contrat et tous les différends découlant de ou liés au présent contrat sont régis par le droit belge.

11.2

Tout éventuel différend sera tranché exclusivement par le tribunal de première instance …………………………………………………………………….. (tribunal).



\* \*

\*

Fait à ………………………………………….…………… le ………………………………..…… en … exemplaires originaux, chaque partie déclarant et confirmant en avoir reçu un.

Pour la partie X, lu et approuvé Pour la partie Y, lu et approuvé

